

## Par Michel Rogalski, économiste, CNRS, directeur de la revue *Recherches internationales*.

[Les chroniques de Recherches internationales](#), août 2021.

Depuis trente années le XXI<sup>ème</sup> siècle peine à s'affirmer dans ses contours internationaux. Nous crûmes d'abord qu'il avait commencé en 1991 avec l'effondrement du monde soviétique, raccourcissant, comme le suggérait l'historien britannique Eric Hobsbawm, le siècle précédent. Puis devant l'incapacité des États-Unis à maîtriser au tournant du siècle le cours de la mondialisation à travers son fameux triptyque - ouverture internationale, démocratie, marché -, on se dit que tout commençait sérieusement avec les attentats du 11 septembre 2001 et la grande aventure de la « lutte mondiale contre le terrorisme » prônée par Bush Junior et à laquelle nous étions sommés de nous rallier. Et bien non, c'est vingt ans plus tard, cette stratégie s'écroulant, que s'esquissent les traits du siècle à venir. 1991, 2001, 2021, les séquences s'enchaînent, le siècle bégaie, peine à se mettre en place, mais fraie son chemin.



©Joel Rivera-Camacho (Unsplash)

L'issue de cette guerre afghane dépasse par sa portée le territoire de ce petit pays - le cimetière des Empires - et s'apparente au grain de sable dans la chaussure. Si la consternation et parfois la concertation dans le désordre s'installent entre les principales chancelleries, c'est que beaucoup de certitudes tenues pour évidentes viennent de basculer. Les grilles de lectures acquises vacillent tant la portée de l'événement bouscule. Car ce que la chute de Kaboul nous dit du monde qui s'annonce relève de la grande lessive. Quelques

premières leçons peuvent s'imposer sans trop de risques d'erreurs.

Cette guerre est emblématique des conflits asymétriques qui ont surgi à travers le monde et qui se transforment en guerre sans fin, dont les objectifs s'érodent d'autant plus en cours de route qu'ils ont été mal définis ou volontairement occultés dès le départ. L'enlisement ne peut être qu'au bout du chemin et le prix à payer à l'arrivée dépend de l'ampleur de l'engagement, du coût initié, des pertes humaines, des divisions internes et de l'humiliation médiatique. Là, l'addition est phénoménale et envoie un signal fort aux autres conflits en cours. Alliés et adversaires l'ont compris. L'Empire est rentré chez lui et hésitera à en sortir, d'autant plus qu'il a fait savoir qu'il avait beaucoup à faire, notamment face au grand rival qui monte, la Chine. « Gulliver empêtré » nous disait déjà Santley Hoffmann il y a cinquante ans dans un autre contexte. Bien sûr, il ne reste pas désarmé et sans puissance et sera attentif à tout ce qui pourrait remettre en cause son hégémonie. Ingérences, surveillances, déstabilisations, embargos, saisies d'avoirs, mesures de contraintes ne seront pas remisés et s'appuieront sur les réseaux d'influences mis en place et la formidable technologie disponible, de la cyber-attaque aux drones.

Devant la défaite cuisante, l'équipe en place devra rendre compte de ses maladresses, de son manque de clairvoyance, de l'échec de ses services ou du refus de leur écoute. Il faudra trouver un bouc émissaire. Un séisme politique s'annonce qui sera plus difficile à surmonter que les péripéties de la fin de la guerre du Vietnam. L'heure du bilan a déjà commencé et il s'annonce ravageur, d'autant que les trois dernières équipes présidentielles sont concernées. Le déballage se fait devant le monde entier.

Dans une large partie de la planète on peut toujours considérer que le pouvoir est au bout du fusil selon la formule en vogue dans les années soixante et soixante-dix. Les conflits en cours vont trouver un formidable encouragement à leurs objectifs devant l'incapacité de la première puissance à façonner le monde à sa guise. Ce qui s'était esquissé au lendemain de la fin de la guerre froide, la multiplication de désordres échappant aux logiques anciennes, va retrouver une nouvelle jeunesse et encourager l'extension de zones grises laissant l'Occident spectateur impuissant face à l'anomie créée. Devant ces zones grises les instruments du monde ancien – armes nucléaires, engagements prolongés sur le terrain – seront inopérants. Il ne reste plus que modèle israélien vis-à-vis de Gaza, c'est-à-dire l'expédition punitive

courte – pour éviter les retours d’opinions publiques – accompagnée pour le temps long de toutes les mesures d’asphyxie économiques, juridiques et financières que procure le statut de principale puissance encore dotée de l’hégémonie du dollar. Car la palette d’actions possibles reste loin d’être totalement affectée et on aurait tort de croire l’Empire totalement désarmé.

Le monde devra désormais vivre avec un islam radical buissonnant et conquérant dont l’ambition n’a cessé de croître depuis la chute, en 1979, d’un des pays le plus occidentalisé d’Orient, celui du Shah d’Iran. Ce retour du religieux, qui n’est pas que la marque de l’islam, fait son chemin depuis plusieurs décennies, ne peut qu’être dopé par la chute de Kaboul. L’influence intégriste s’étale déjà dans de larges parties de l’Asie et de l’Afrique et s’oppose au Sahel aux troupes occidentales désemparées, devant les faibles succès rencontrés, sur la stratégie à adopter. La responsabilité de l’Occident dans ces remontées est écrasante. Cet islam a été instrumentalisé pour éliminer les progressistes au Moyen-Orient, pour casser les expériences de construction nationale portées par les gauches nationalistes issues des luttes de décolonisation. Depuis le soutien américain aux Moudjahidines antisoviétiques d’Afghanistan qui essaimèrent dans maintes régions du monde, en passant par l’intervention en Irak qui entraîna la création de Daech et livra le pays à l’influence iranienne jusqu’à l’expédition en Libye dont le contrecoup déstabilisa le Sahel, l’Occident a créé l’objet de ses turpitudes. Et il ne peut, sans gloire, que proposer d’abandonner ces populations à la fêrule de régimes moyenâgeux qui devront seulement s’engager à ne pas laisser se développer de préparatifs hostiles à partir de leur territoire.

On est bien loin des projets devant refaçonner le Grand Moyen-Orient en démocratie. Ce n’est plus à l’agenda. La perspective est celle du retrait qui découle de la fin de la croyance qu’il était possible, par les armes ou les expéditions guerrières d’imposer la démocratie, les droits de l’homme ou le « nation building ». Les États-Unis ne nourrissent plus une telle ambition, qui n’a souvent été agitée que comme prétexte, tout à leur grande préoccupation de conserver leur première place face à un rival montant. Il y a un basculement des priorités que les alliés doivent comprendre et dont ils doivent aussi savoir que s’il leur venait l’envie de s’engager dans ce type d’aventure, ce serait sans appui.

Dans le domaine des idées, cette défaite nous fait faire retour aux propos de Samuel

Huntington. Peu d'auteurs auront fait l'objet d'aussi nombreux commentaires, pour être décriés ou salués, que celui qui annonçait en 1993, dans un article de la revue américaine *Foreign Affairs* que nous étions désormais entrés dans l'ère du « choc des civilisations ». On mesure aujourd'hui combien il a mal été interprété et incompris. Connaissant le sort du messager qui apporte la mauvaise nouvelle, il a été fusillé. Et il a été trouvé plus confortable de se mettre la tête dans le sable plutôt que de l'entendre. Que nous dit-il ? Que le temps des grands conflits idéologiques susceptibles de dégénérer en guerres était terminé. Qu'ils feraient place à une nouvelle forme de conflictualité adossée à des civilisations fortement marquées par des religions, et que dans le contexte d'un Occident déclinant, il était vain d'aller guerroyer dans ces terres étrangères, car l'échec serait prévisible. Après s'être opposé à la guerre du Vietnam, il condamnera les interventions en Afghanistan et en Irak et prendra soin de se démarquer de la ligne bushienne des neocons de la « guerre globale au terrorisme » dont on a essayé de lui attribuer la paternité. Le temps est venu de le lire comme prédicteur et non comme prescripteur et de comprendre que ces guerres sans fin à l'autre bout du monde sont vaines.

Enfin, on feint de découvrir que ces conflits prolongés présentent partout la même conséquence. Ils précipitent les populations civiles dans la recherche d'un exil et poussent à la montée des flux migratoires. Les pays d'accueil sollicités étant rarement les pays responsables. Très tôt mobilisé, le président Macron nous met en garde. Les possibilités d'accueil sont limitées et devant la multiplication de ces zones grises à venir, il est impossible de ne pas réguler les flux migratoires. Chacun a compris que dans ce domaine le discours avait changé et que Kaboul marquera un tournant. Bref, il ne nous dit pas autre chose que les flux migratoires sont à la fois inévitables et impossibles et qu'ils interpellent les traditions d'internationalisme : aider à fuir ou aider à s'organiser et à résister lorsqu'un partage de valeurs est possible, car tout ce qui bouge aux confins de la planète n'est pas forcément rouge.

On n'a pas fini de digérer les leçons de la chute de Kaboul.